

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MERCREDI 15 MAI 2024



Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste
Boris Vallaud, Président du Groupe Socialistes et Apparentés à l'Assemblée Nationale
Patrick Kanner, Président du Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain au Sénat
Olivier Nicolas, Secrétaire National aux Outre-mer

LE PARTI SOCIALISTE DEMANDE LA SUSPENSION IMMÉDIATE DU PROCESSUS DE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE ET LA MISE EN PLACE D'UNE MISSION DE DIALOGUE

Le Parti socialiste dit sa plus vive préoccupation face à la situation en Nouvelle Calédonie et notamment à Nouméa, qualifiée « d'insurrectionnelle » par le Haut commissaire de la République, et qui réveille les souvenirs douloureux de la quasi-guerre civile qui avait déchiré la Nouvelle-Calédonie entre 1984 et 1988.

Il condamne fermement les violences et exactions qui agitent l'archipel pour la deuxième nuit consécutive et appelle au calme et à l'apaisement. Il témoigne de sa solidarité et de son soutien aux familles des trois victimes, au gendarme dont le pronostic vital est engagé, aux centaines de blessés, aux forces de l'ordre fortement mobilisées et à l'ensemble des Calédoniens plongés dans l'inquiétude.

Outre le rétablissement de l'ordre républicain, le gouvernement doit instamment prendre des mesures pour sortir de la logique du rapport de force et répondre aux urgences alimentaires et sanitaires qui se dessinent.

Le Parti socialiste salue la position d'apaisement et la main tendue du FLNKS qui, conscient du passé et du chemin parcouru, appelle à "poursuivre ensemble", "dans la stabilité et la paix", en retirant le projet de loi adopté "afin de préserver les conditions d'obtention d'un accord politique global".

Le passage en force du Président de la République et du gouvernement sur une telle révision constitutionnelle, que les députés socialistes ont dénoncé lors du vote à l'assemblée nationale la nuit dernière, et comme l'avaient fait les sénateurs socialistes lors de l'examen du texte par le Sénat, en trahissant la méthode du dialogue dans ce territoire, ne peut qu'être voué à l'échec.

Le Parti socialiste demande instamment au Président de la République et au gouvernement de suspendre le processus de réforme constitutionnelle en renonçant à réunir le congrès. C'est un geste fort d'apaisement qui permettra de retrouver le chemin du dialogue et de la recherche du consensus. **Le Parti socialiste demande la mise en place d'une mission de dialogue, dans l'esprit des accords de Matignon et de Nouméa et de la promesse du « destin commun »,** avec lequel il est urgent de renouer.

Le Parti socialiste soutient la recherche d'un projet d'accord global qui ne soit pas une simple et contestée réforme électorale. Il appelle à la reprise en main du dossier par Matignon, dans un calendrier de travail clair et partagé avec les parties prenantes, permettant à chacune des positions d'être exprimées et prises en compte.